

# Ce traité que trois millions d'Européens refusent

**Et vous ? Vous avez signé la pétition contre le TTIP ?** Sans doute que non. Vous savez à peine ce que c'est. Alors, on vous explique...

● **Dominique VELLANDE**

**D**ans l'histoire de l'Europe, c'est du jamais vu : trois millions d'Européens qui signent une pétition contre un accord visant à harmoniser les relations commerciales entre les États-Unis et l'Europe. Le Traité transatlantique (TTIP) est sans doute l'accord le plus important depuis celui consacrant le marché unique européen.

Jusque-là, à moindre d'être le patron d'une entreprise et à supposer que ce dernier soit habité par le souci d'exporter davantage aux États-Unis il n'y a pas de quoi s'affoler.

Et pourtant, les objectifs de ce traité réclament une attention particulière. Avec, pour ses détracteurs, une lecture en creux ou carrément des soupçons d'une incroyable escroquerie intellectuelle.

**Le reste a pour nom dumping social et fusions acquisitions avec comme chantilly de cruelles restructurations.**

Là où la Commission annonce plus de croissance et la création d'emplois, les anti-TTIP brandissent d'autres accords commerciaux. Dont celui dit ALENA, l'équivalent du TTIP pour le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le bilan est carrément catastrophique, surtout pour le Mexique. Des emplois ont été supprimés, des pans entiers de son économie ont été balayés par la concurrence féroce des entreprises américaines. Les détracteurs du TTIP pointent aussi

l'Europe dont le marché unique n'est une réussite que pour ceux qui ont su en profiter. Le reste a pour nom dumping social et fusions acquisitions avec comme chantilly de cruelles restructurations.

**Gagnant-gagnant : vraiment ?**

Excès de pessimisme ? Lisez la suite : l'enjeu majeur, c'est l'harmonisation des normes. Avec une lecture radicalement opposée selon les uns et les autres. Ceux qui promeuvent le TTIP estiment qu'il y a du bon à prendre des deux côtés. En gros, ce traité prendra ce qu'il y a de meilleur des deux côtés de l'Atlantique. Un gagnant-gagnant. Les anti TTIP avancent que la plupart des normes américaines (protection sociale, santé, environnement...) sont moins restrictives et qu'elles feront office de dénominateur commun pour cet accord commercial. À ce stade, c'est l'avis des trois millions d'Européens qui ont signé la pétition pour que l'Europe jette aux oubliettes l'idée de ce fameux grand marché. ■

## COMPRENDRE LE TTIP

**J**eudi, une série de manifestations contre le Traité transatlantique (TTIP) se dérouleront à Bruxelles. Le Parlement européen sera même « encerclé » par les manifestants.

D'ici là, nous allons décortiquer les enjeux de cet accord avec aujourd'hui la question

simple : pourquoi trois millions d'Européens refusent ce traité ?

**Mercredi** : cet accord est-il un poison ou un antidote ?

**Jeudi** : que disent les politiques quand ils parlent et que pensent ceux qui se taisent ?

**Vendredi** : pourquoi ce vertueux marché libre pourrait devenir vicieux ? ■ **D.V.**

## « La Commission prend les gens pour des cons »

**L**a mobilisation citoyenne contre ce Traité échappe à la volatilité habituelle : cela fait plus de trois ans que des gens mènent campagne.

« Même si au début, il n'y avait aucune information. À part quelques fuites », analyse Thomas Angler (JOC). Et de fait, à ce moment, les seules certitudes se résument en un point : la Commission demande un mandat aux États membres pour négocier un accord com-

mercial avec les USA.

En Belgique, la plateforme D19-20 est créée et un tas d'associations la rejoignent. À ce moment, l'opinion publique ne s'en émeut guère. C'est d'autant plus vrai que le discours est singulièrement hermétique et très peu concret. Et même la perspective de manger du poulet nettoyé au chlore n'ébranle que quelques convaincus.

Pourtant, loin de s'essouffler, le mouvement fait tache d'huile en Belgique mais aussi en Europe. Plus récemment, en France et en Allemagne, le monde politique a été contraint d'adopter des postures un peu défiantes à l'égard de ce Traité. Sous la pression de manifestations. Dimanche, les rues de Berlin ont été envahies par 250 000 manifestants. De son côté, la Commission européenne commence à

publier une série de choses.

« Ils publient en fait des informations qui avaient déjà fuité. Rien de plus. La Commission prend vraiment les gens pour des cons », dénonce Thomas Angler. « En fait, la Commission travaille en toute opacité et s'autorise à dénigrer ceux qui réclament plus de transparence ». ■ **D.V.**

## C O M M E N T A I R E par Dominique VELLANDE

# Une mécanique effroyable

Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP en anglais), également connu sous le nom de traité de libre-échange transatlantique (TAFTA) est un énorme danger pour la démocratie, expliquait Susan George dans nos éditions de lundi.

À l'analyse, la présidente honoraire d'Attac France a absolument raison. À ce stade, les États membres n'en touchent pas une quant à ce qui est négocié entre l'Europe et les États-Unis. Ce ne sont pas des politiques mais des fonctionnaires chevronnés de la direction générale du Commerce qui mènent la danse.

Leur mission ? Aboutir à un accord qui permet de mieux commercer de part et d'autre de l'Atlantique. Et la solution est d'une limpidité absolue : il n'y a pas de meilleur commerce que dans un espace libéré de contraintes. Le précepte est plus idéologique qu'économique. Il est entouré d'un nuage sémantique dont la croissance accrue est la joyeuse chef de file.

Mais quelles contraintes, en fait ? À ce stade, la réponse tient plus du murmure. Car c'est le rôle régulateur des États qui est dans la ligne de mire. Avec d'énormes amalgames où la relocalisation de l'économie

prend la figure d'un protectionnisme outrancier. Où les normes destinées à protéger les citoyens deviennent des freins à leur propre prospérité. La réalité, toute caricaturale qu'elle paraisse, est là. Sous nos yeux. Et demain, elle dictera notre vie quotidienne.

Car si ce marché libre nous fait miroiter un choix de consommation élargi et des prix plus bas, il met aussi tout le monde en compétition. Avec un enjeu biaisé puisque le travailleur le plus compétitif ne sera pas le plus compétent mais celui qui est le moins cher.

Ce modèle de société est-il vraiment

ce que nous souhaitons ? La réponse est non pour trois millions d'Européens. Et il y a fort à parier pour que d'autres soient du même avis.

C'est pour cette raison que cette semaine, le Parlement européen sera symboliquement encerclé par des manifestants. Le but, c'est de rappeler aux politiques qu'en laissant faire cette mécanique effroyable, ils ne représentent plus le peuple qui les ont élus.

## LES SECTEURS OÙ LES CRAINTES SONT BIEN LÀ

### PME : pas une opportunité

L'Union des Classes moyennes (UCM) estime que, contrairement aux assertions de la Commission, ce Traité n'est pas une opportunité pour les PME.

Pour la simple raison que leur développement ne dépend pas nécessairement et à tout prix de l'exportation. En Belgique, les PME (moins de 50 personnes) représentent 97 % du total des entreprises mais moins de un pour cent exporte vers les USA.

L'Union des Classes moyennes estime donc que ce Traité (TTIP) ne va pas améliorer cela. Au contraire, ces PME vont subir une concurrence plus rude sur leurs marchés via une présence renforcée des grosses sociétés transnationales. L'UCM rappelle pourtant que 85 % des nouveaux emplois créés en Europe le sont dans les PME. ■

### Agriculture : des sueurs froides

L'agriculture est un des gros enjeux de ce traité commercial. Et le visage industriel de l'agriculture américaine donne des sueurs froides aux fermiers européens.

Ces derniers ont déjà pris de plein fouet les politiques intra-européennes. Ici, la disparité est encore plus grande et le rapport de force encore plus inéquitable.

Les productions américaines répondent à des normes beaucoup moins strictes qu'en Europe. Pour faire court, élever un cochon ou un bœuf aux USA coûte vachement moins cher qu'en Europe.

Un marché complètement dérégulé serait donc fatal pour ceux dont les coûts de production sont plus élevés. Soit les agriculteurs européens. ■ D.V.

### Enseignement à deux vitesses

Le pire scénario concernant la question de l'enseignement s'échafaude tout simplement en observant la façon dont les USA traitent ce domaine.

Si en Europe, l'école publique est la norme et l'école privée l'exception, les Américains vivent dans un système plus dualisé. C'est spécialement le cas pour les universités. Les institutions les plus célèbres (Harvard, Berkley...) sont de véritables entreprises privées. Ce sont elles qui forment l'élite américaine.

Les détracteurs du Traité transatlantique craignent que cette dualité dans l'enseignement ne débarque en Europe. Et, qu'au nom d'une saine concurrence, elles ne querellent un enseignement qui serait jugé discriminant parce que... subsidié. ■ D.V.

## Politiques de santé : danger et le principe de précaution ? Protéger le service public

**C**e Traité aurait des conséquences très importantes sur la santé et les politiques y afférentes.

Comment harmoniser des systèmes aussi différents quand on sait, par exemple que la publicité pour les médicaments ou la vente en ligne de ces derniers est banalisée aux USA alors qu'elle est plus contrôlée en Europe ? Sinon, comme le craignent de nombreux acteurs de la santé, en nivelant vers le bas (c'est-à-dire en diminuant la protection des personnes) les normes européennes en vigueur.

Ces mêmes acteurs, dont les mutualités belges, craignent aussi que ce système entraîne une consommation encore plus élevée de médicaments. Or, le Belge dépense déjà en moyenne 550 euros par an. ■

**U**ne des clés de voûte des associations de protection de l'environnement, c'est la différence radicale dans la conception du risque entre USA et Europe.

Aux USA, ce sont les États qui doivent prouver qu'un produit est dangereux. En Europe, le principe de précaution oblige les entreprises à faire la preuve qu'il n'y a pas de risques. Ce qui explique pourquoi certains produits interdits en Europe sont commercialisés en toute légalité aux USA. C'est le cas pour plusieurs pesticides.

Harmoniser des normes en les alignant sur les niveaux de protection les plus hauts ? Les associations environnementalistes sont plutôt sceptiques. Et craignent plutôt un nivellement par le bas. ■ **D.V.**

**C**e n'est pas l'aspect le moins inquiétant : les pouvoirs locaux ont de vives inquiétudes quant à l'impact que ce Traité pourrait avoir sur les services qu'elles rendent.

La question ne se pose pas pour l'entièreté des services dits publics mais pour ceux où le secteur privé est déjà actif, en Belgique ou ailleurs en Europe. L'Union des Villes et Communes de Wallonie souhaiterait d'ailleurs que ces services publics soient retirés du Traité de manière à ce que les pouvoirs locaux puissent continuer à agir en toute autonomie.

Une des craintes, c'est que l'harmonisation des règles sur les marchés publics mette carrément en péril cette autonomie. Jusqu'à présent, la Commission n'a encore entendu aucun représentant des pouvoirs locaux. ■ **D.V.**

TTIP

820

millions de personnes concernées

MONDE

30 %

de l'économie se font entre USA et Europe

EMPLOIS

30

millions d'emplois européens pour l'export

LE DOCUMENT

1 600

pages consignent les négociations

### VITE DIT

#### Les Américains déjà là

La présence américaine est déjà conséquente sur le territoire européen. On estime que 47 000

entreprises américaines y sont déjà installées.

#### Karel de Gucht puis Cecilia Malmström

C'est un Belge, Karel de Gucht, qui a démarré les négociations avec les États-Unis sur le TTIP. Ce libéral flamand était le

commissaire européen chargé du Commerce. Depuis les dernières élections européennes, ce poste est occupé par Cécile Malmström, une libérale suédoise. Cette dame était auparavant commissaire européen aux affaires intérieures.

# Les entreprises consultées mais pas les citoyens

**L**es négociateurs du TTIP ne font pas que sucer leurs crayons pour baliser cet accord. Non, ils consultent. On peut même dire qu'ils ne chôment pas puisqu'entre janvier 2012 et février 2014, ils ont procédé à des auditions au cours de 597 réunions.

Des réunions avec qui ? En anglais, on les appelle des « *stakeholders* », soit des « *parties prenantes* ». Installée à Bruxelles, CEO (Corporate Europe Observatory) analyse depuis longtemps l'activité des lobbyistes. Elle a analysé ces fameuses réunions et surtout qui étaient ces « *parties prenantes* » qui y étaient consultées.

« 88 % des réunions se sont faites avec des représentants des intérêts

*commerciaux. 9 % des groupes d'intérêts publics. Le reste des invités étaient des chercheurs d'université »,* explique Martin Pigeon (CEO).

## Ne pas diaboliser

Comment expliquer un tel déséquilibre entre les intérêts des uns et des autres ? « *Il ne faut pas diaboliser cette situation. Les fonctionnaires de la Commission ont besoin d'informations sur le marché et n'ont pas d'autres moyens que d'aller les chercher à la source, c'est-à-dire en frappant à la porte des entreprises elles-mêmes. Expliquer que de méchants lobbyistes forcent la porte de la Commission, c'est une fausse réalité : on vient plutôt les chercher...* ».

Mais partant, les négociations peuvent prendre un tour surréa-

liste : « *Comme ce sont souvent des grandes entreprises transnationales qui sont consultées, il n'est pas rare de voir que ce sont les mêmes qui renseignent aussi bien les USA que l'Europe...* »

## Citoyen ? Moins utile

Oui mais pourquoi ne pas aussi frapper à la porte d'associations qui représentent les consommateurs ? « *Les experts de la Commission jugent la démarche moins utile. La question, c'est comment améliorer le commerce, pas la consommation. Le cadre de ce traité, c'est la liberté des échanges, pas leur régulation »,* répond Martin Pigeon. « *Et puis ces associations sont souvent dans une posture plus défensive. On les invite donc moins volontiers.* » ■

**D.V.**